

ArcelorMittal : l'Italie sur le point de mettre sous tutelle l'une des plus grandes aciéries d'Europe

OLIVIER TOSSERI

Les négociations avec le géant de la sidérurgie, principal actionnaire du site le plus pollué d'Europe, sont dans l'impasse. Le gouvernement Meloni prépare sa mise sous tutelle pour éviter la faillite d'une entreprise surendettée mais considérée comme « essentielle à l'intérêt stratégique national ».

C'est l'épilogue d'un feuilleton qui dure depuis près d'une décennie. Celui de l'agonie de l'aciérie Acciaierie d'Italia (ex-Ilva) située à Tarente dans les Pouilles. L'Etat italien a adopté mardi soir un décret préparant sa reprise de contrôle du site déjà placé sous son administration en 2015.

Rome prend acte de l'échec d'ArcelorMittal, son principal actionnaire depuis 2018, avec 62 % du capital, le reste étant confié à Invitalia, directement contrôlée par le ministère de l'Economie transalpin. Le géant franco-indien multipliait les promesses d'investissements pour dépolluer et relancer l'aciérie. Elles n'ont pas été maintenues.

Une faillite qui semble inéluctable

Acciaierie d'Italia, en proie à une grave crise de liquidités, a accumulé des dettes à hauteur de 1,5 milliard d'euros. Elle ne parvient plus à rémunérer une grande partie de ses fournisseurs qui sont, pour la plupart, des PME/PMI et à régler ses factures de gaz et d'électricité.

L'Etat s'était engagé fin décembre 2022 à fournir une aide publique allant jusqu'à un milliard d'euros. Une bouffée d'oxygène qui s'est avérée inutile. La proposition, le mois dernier, d'une augmentation de capital de 320 millions d'euros avait été rejetée par ArcelorMittal.

Le gouvernement Meloni, à l'unisson des syndicats, a pris acte de son « incapacité à prendre des engagements financiers et d'investissement » pour sauver l'avenir de l'entreprise. Elle garantit pour l'instant 11.000 postes de travail dans cette région d'un Sud de la péninsule sinistrée, voire 20.000 si l'on tient compte des emplois indirects.

Le cas ArcelorMittal

« ArcelorMittal n'est plus un interlocuteur fiable et a trahi ses engagements », estime-t-on au sein du gouvernement Italien. Le groupe avait pourtant approuvé un ambitieux plan industriel prévoyant notamment 2,4 milliards d'euros d'investissements, dont la moitié pour ramener le site à des normes environnementales acceptables d'ici 2024, et la montée de sa production à 8 millions de tonnes en 2025. Cette dernière s'est effondrée à 3 millions de tonnes en 2023, avec deux des cinq hauts fourneaux toujours fermés.

L'annonce qu'ArcelorMittal allait investir 1,8 milliard d'euros dans la décarbonation de son site de production d'acier de Dunkerque a été vécue en Italie comme l'humiliante preuve de

l'hypocrisie du groupe. Le ministre de l'Industrie, Adolfo Urso, souhaitait la nationalisation d'« une entreprise qui revêt un intérêt national stratégique ».

Face aux réticences que pourrait soulever l'UE, une mise sous tutelle est privilégiée tandis que des sources proches d'ArcelorMittal affirment sa disponibilité à vendre ses parts à un investisseur qui auraient les faveurs des autorités. Selon la presse italienne, il accepterait une indemnité comprise entre 250 et 300 millions d'euros pour accélérer et entériner son départ de la péninsule.

Olivier Tossier

Encadré(s) :

ArcelorMittal franchit une étape majeure de son histoire <https://www.lesechos.fr/industrie-services/industrie-lourde/arcelormittal-franchit-une-etape-majeure-de-son-histoire-1289444>